

## impulsion

Le journal de l'Union Démocratique Fédérale | An 28 | N° 1 | Février 2022 | www.udf-suisse.ch



2-5

VOTATION POPULAIRE DU  
13 FÉVRIER 2022

6

Pagina Ticinese

7

POLITIQUE ÉTRANGÈRE  
Le calme avant la tempête

VOTATION POPULAIRE DU 13 FÉVRIER 2022

## La publicité auprès des enfants et des adolescents pour des produits nocifs dérivés du tabac est mauvaise

**Le tabac est nocif, c'est indiscutable. Surtout pour les enfants et les jeunes dont le corps est encore en phase de développement.**

Plus la consommation de tabac commence tôt, plus ses effets sont nocifs. C'est de cela que nous devons protéger nos enfants! C'est pourquoi l'UDF Suisse soutient l'initiative populaire fédérale «Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac».

**La publicité incite les enfants et les jeunes à fumer:** Le lien direct entre la publicité pour le tabac et la consommation est prouvé par de nombreuses études. Des restrictions de publicité pour le tabac protègent efficacement les jeunes, en particulier contre l'initiation à la consommation de tabac.

*suite en page 2*



Photo: MaD

### Éditorial

## Peuple de Suisse, réveille-toi!

Les circonstances que nous vivons sont souvent révélatrices de nos faiblesses et de nos limites.

La gestion du Covid dans nos pays dits évolués en est le parfait exemple.

Loin d'apaiser ou de gérer de manière sensée cette crise, les autorités sont prises d'une sorte de frénésie qui les incite à décider en quoi consiste le bien de nous tous.

«Donne-nous un Roi», disaient déjà les Hébreux au prophète Samuel, «pour qu'il puisse nous juger». Mais ce besoin d'être dirigé et tenu par la main, génère forcément des abus.

Des groupes de personnes, nous y compris, qui n'acceptent pas ce chantage à la loyauté ni cette pression à une soi-disant solidarité se sont levés pour résister.

L'UDF et ses alliés refusent un monde livré à tous ces égarements. **Nous nous battons pour offrir au peuple de vraies solutions alternatives.**

Philippe Karoubi

INTERNE

# Lancement d'une double initiative pour la protection de la vie

Réduire le nombre d'interruptions de grossesse en Suisse par des mesures modérées: C'est ce que veulent deux initiatives populaires fédérales lancées peu avant Noël 2021. Avec le conseiller national Andi Gafner et la députée bernoise Katharina Baumann, deux représentants de l'UDF font partie des comités d'initiative.

La première initiative vise à instaurer un délai de réflexion minimal d'un jour avant tout avortement («**initiative la nuit porte conseil**»). La seconde initiative s'oppose à la pratique choquante des avortements tardifs («**initiative sauver les bébés viables**»).

## La nuit porte conseil

Pour chaque décision importante de la vie, il est judicieux de considérer que la nuit porte conseil. D'autant plus pour un



Photo: pixabay.com

avortement. Un jour de réflexion protège les femmes de décisions hâtives prises sous la pression et le stress. Et ce n'est qu'avec un délai de réflexion qu'elles peuvent exercer leur droit de consulter le guide des services d'aide remis par le médecin et de demander de l'aide. Un délai de réflexion existe déjà dans 18 pays européens: en Allemagne, par exemple, les femmes ont trois jours de réflexion, en Italie sept. En Suisse, les femmes doivent avoir au moins un jour. On estime que cela permettrait d'éviter 10 % des interruptions de grossesse, soit plus de 1'000.

## Sauver les bébés viables

Les progrès de la néonatalogie [qui s'occupe des problèmes spécifiques des prématurés et de leur traitement] permettent de sauver des bébés prématurés dès la 22<sup>e</sup> semaine de grossesse sur 40 et de les faire survivre en bonne santé, à condition qu'ils reçoivent des soins intensifs appropriés. Il faudrait donc accorder aux bébés à naître un droit absolu à la vie, comme celui des prématurés, à un moment où ils peuvent survivre et respirer en dehors du ventre de leur mère. Une centaine de bébés par an pourraient ainsi survivre.

Service de presse UDF Suisse

➔ [www.initiative-la-nuit-porte-conseil.ch](http://www.initiative-la-nuit-porte-conseil.ch)

➔ [www.initiative-sauver-les-bebes-viables.ch](http://www.initiative-sauver-les-bebes-viables.ch)

suite de page 1

## La publicité auprès des enfants et des adolescents pour des produits nocifs dérivés du tabac est mauvaise

**Nous devons protéger les enfants et les adolescents:** Un quart des jeunes de 17 ans fument déjà occasionnellement ou régulièrement. Cela doit changer. Parce qu'en tant que société, nous avons l'obligation de protéger les enfants et les jeunes et de promouvoir pour eux un développement sain. C'est pourquoi un produit aussi nocif que le tabac ne doit pas faire l'objet de publicité auprès des enfants et des jeunes.

**Seule une protection conséquente de la jeunesse est efficace:** Aucun produit dérivé du tabac ne doit être vendu à des mineurs. En conséquence, la publicité pour le tabac ne doit pas non plus atteindre les enfants et les jeunes.

L'économie supporte les coûts indirects de la consommation de tabac - c'est-à-dire des pertes de production dues à la perte temporaire ou permanente de la capacité de travail des personnes malades. Selon l'évolution des coûts de friction (c'est-à-dire l'absence aiguë de travailleurs et le coût de leur remplacement), cela représente 833 millions de francs, et plus de 3 milliards de francs si l'on calcule selon l'évolution du capital humain (c'est-à-dire la perte de main-d'œuvre pour l'ensemble de l'économie).

Une autre étude, plus conservatrice, aboutit à une perte économique de 2 milliards de francs suisses. La perte économique est donc x fois supérieure à la somme que le secteur de la publicité et les organisateurs perdraient en limitant la publicité.

➔ [www.enfantssanstabac.ch](http://www.enfantssanstabac.ch)

Comité de campagne «Oui à la protection des enfants et des adolescents contre la publicité pour le tabac»



VOTATION POPULAIRE DU 13 FÉVRIER 2022

# Interdiction de l'expérimentation animale: Une initiative radicale aux conséquences draconiennes

L'initiative populaire «Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine – Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès» demande une interdiction radicale et absolue de l'expérimentation animale et de la recherche sur l'être humain par une modification des articles 80 et 118 de la Constitution fédérale.

L'initiative veut également introduire une interdiction d'importation et de commerce de tous les produits développés en utilisant des connaissances issues de l'expérimentation animale et mis sur le marché après l'entrée en vigueur de l'interdiction. Enfin, elle exige que les méthodes de substitution sans expérimentation animale reçoivent au moins le même soutien de l'État que celles sur les animaux auparavant.

## La protection des animaux est déjà importante aujourd'hui

La protection des animaux est une préoccupation majeure en Suisse et ne fait pas l'objet de controverses. Ce n'est pas un hasard si la Suisse a l'une des lois sur la protection des animaux les plus strictes au monde. En ce qui concerne la protection des animaux, les dispositions actuelles répondent plus ou moins aux principales exigences de l'initiative. On peut se demander si les auteurs de l'initiative ont bien consulté les dispositions en vigueur avant de formuler leur initiative.



Photo: Adobe Stock

Dans sa réponse à mon interpellation 20.1046 «Protection des animaux. Comparaison internationale» le Conseil fédéral a clairement déclaré que la Suisse réglemente beaucoup plus de domaines importants pour la protection des animaux que les pays voisins et que la Suisse est beaucoup plus avancée que l'UE en ce qui concerne les prescriptions et les mesures minimales. De plus, toutes les expériences sur les animaux sont soumises à autorisation et sont évaluées par des experts cantonaux dans le respect de directives strictes. On peut également constater avec satisfaction que le nombre d'expériences sur les animaux a été fortement réduit ces dernières années. Avec la création du centre de compétence pour la recherche 3R, des sommes importantes sont engagées pour réduire réellement l'expérimentation animale au strict nécessaire.

Ce n'est pas la première fois que nous votons des initiatives de protection des animaux en Suisse. L'initiative populaire «pour l'abolition de la vivisection» a été rejetée le 1er décembre 1985 par 70,5 pour cent de la population et par tous les cantons. L'initiative populaire «pour l'abolition des expériences sur les animaux» a également été clairement rejetée par le peuple et les cantons le 7 mars 1993 (72,2 pour cent de non).

## De nombreux médicaments seraient interdits

L'acceptation et la mise en œuvre de cette initiative populaire auraient des conséquences draconiennes en raison de l'interdiction de commerce, d'importation et d'exportation qu'elle contient pour tous les produits et services qui ont été fabriqués directement ou indirectement à partir de connaissances issues de l'expérimentation animale. Une partie importante de tous les médicaments de la médecine humaine, vétérinaire et phytothérapeutique, ainsi

que, entre autres, des méthodes de traitement médical et des denrées alimentaires devraient disparaître de l'offre en Suisse. Comme cette initiative ne s'appliquerait qu'en Suisse, les expériences sur les animaux devraient être réalisées dans des filiales, des entreprises et des universités à l'étranger. En effet, l'autorisation de médicaments et de technologies pour la médecine humaine, vétérinaire et la phytothérapie, ainsi que la recherche médicale et scientifique fondamentale, exigent des résultats d'expérimentation animale selon des méthodes standardisées et reconnues par l'Etat. En cas d'acceptation de l'initiative, de tels produits et méthodes ne pourraient plus être utilisés ou vendus en Suisse, ce qui ferait reculer avec véhémence la recherche suisse.

**Les délégués de l'UDF Suisse vous recommandent, avec le Conseil fédéral et le Parlement, de voter non le 13 février.**

Andreas Gafner,  
conseiller national UDF BE



VOTATION POPULAIRE DU 13 FÉVRIER 2022

# Suppression du droit de timbre d'émission: Peu de gens en profitent, le citoyen paie la note

Les droits de timbre, ainsi nommés, ont été et sont régulièrement le sujet d'interventions parlementaires. La plupart du temps, ce sont des représentants de l'économie et de l'industrie financière qui s'efforcent de réduire, voire de supprimer ces droits de timbre.

Le Conseil fédéral et la majorité du Parlement ont décidé de supprimer le droit de timbre d'émission sur le capital propre par la modification du 18 juin 2021 de la loi fédérale sur les droits de timbre. Cette suppression coûtera à la caisse fédérale environ 250 millions de francs de recettes par an, en considérant une moyenne de plusieurs années. Les cantons et les communes ne subissent aucune diminution directe de leurs recettes. Un référendum a été lancé avec succès contre cette décision, l'UDF ne l'a pas soutenu lors de la récolte des signatures.

## Dû, lors de créations d'entreprises ou d'augmentations des fonds propres

La taxe d'émission est régie par la loi fédérale sur les droits de timbre. Cette taxe doit être payée lorsqu'une entreprise est créée ou lorsqu'une entreprise existante augmente son capital



propre. Elle s'élève à un pour cent du capital levé. En revanche, si une entreprise emprunte des capitaux étrangers, par exemple un crédit, elle ne doit pas payer de taxe d'émission. Outre la taxe d'émission, la Confédération perçoit deux autres taxes relatives au droit de timbre. Le droit de timbre de négociation est prélevé sur le commerce de titres et la taxe pour l'assurance sur les primes de certaines assurances.

La votation populaire du 13 février 2022 porte uniquement sur la suppression du droit de timbre d'émission; le droit de timbre de négociation et la taxe relative à l'assurance ne font pas partie de l'objet de la votation. Le droit de timbre d'émission bénéficie d'une franchise d'un million de francs. Si les fonds propres levés dépassent cette valeur, la taxe est due. Il existe des exceptions à l'imposition. Ainsi, des entreprises d'utilité publique, par exemple des coopératives d'habitation qui proposent des logements à loyer modéré, sont exonérées de la taxe. De même, les entreprises de transport ne paient pas de taxe d'émission, dans la mesure où elles reçoivent leurs fonds propres du secteur public.

## Un manque de sens des responsabilités

L'adoption du projet entraînerait une perte de recettes pour la caisse fédérale d'environ 250 millions de francs par an, non com-

pensée par des économies ou d'autres recettes supplémentaires. Compte tenu de l'endettement dû au coronavirus, cela ne témoigne pas vraiment d'un sens de responsabilité du Parlement actuel en matière de politique financière. Un rejet du projet signifie pour un nombre relativement restreint de moyennes et grandes entreprises le maintien d'une charge relativement faible, du fait de la taxe d'un pour cent sur les émissions de fonds propres à partir d'un million de francs.

Selon le comité référendaire, ce sont en grande partie les grands groupes internationaux, les banques et les assurances qui profiteront de la suppression du droit de timbre d'émission. Les citoyens n'y gagneraient rien, au contraire: Ils devraient payer plus d'impôts ou accepter une réduction des prestations de l'État.

Le Conseil fédéral et le Parlement recommandent d'accepter le projet. Le Conseil national a dit oui par 120 voix contre 70 et 5 abstentions. Le Conseil des États a soutenu le projet par 29 voix contre 14 et 1 abstention. L'UDF Suisse a opté pour le Non.

Markus Wäfler,  
anc. conseiller national UDF ZH

## Devenez membre de l'UDF

Aidez-nous à renforcer l'action de l'UDF en devenant membre de notre parti politique. Vous pouvez effectuer votre demande d'adhésion au moyen du bulletin ci-dessous.

Nom:

Prénom:

Adresse:

NPA - Localité:

E-mail:

Je fréquente l'Église suivante:

Je suis membre d'un parti:  Oui, lequel   Non

Date de naissance:

Une fois rempli,  
à renvoyer à:  
UDF, secrétariat central  
CP 43  
3602 Thoune

VOTATION POPULAIRE DU 13 FÉVRIER 2022

# Empêcher des subventions dangereuses pour les médias

Le Parlement fédéral ne manque pas d'audace. C'est précisément en pleine crise politique qu'un paquet médiatique est ficelé, promettant aux médias qualifiés (pas tous!) une grande manne financière.

## Les médias ont une fonction de gardien

Les médias ne devraient-ils pas surveiller de près l'activité politique lorsque le gouvernement outrepassé des processus ordinaires? Les médias sont l'épine dans le pied des puissants, un rappel constant que les élus tirent leur légitimité du pouvoir du peuple et qu'ils doivent servir le peuple et non se servir eux-mêmes.

Voilà pour la théorie. L'affaire Marc Walder, CEO de Ringier, montre à quel point nous en sommes à vrai dire éloignés: Des bureaux de rédaction sont ouvertement mis au pas du gouvernement. L'injection d'environ un milliard de francs supplémentaires, limitée – pour l'instant – à sept ans, porte atteinte à notre grande démocratie et sert à maintenir au pouvoir des groupes politiques et médiatiques enchevêtrés.



Photo: medias-train-de-mesures-non.ch

## Le paquet favorise l'uniformité plutôt que la diversité

L'air n'est pas nouveau: il faut aider ceux qui traînent. La nouvelle subvention est donc une contribution indispensable, sans laquelle certains médias concernés ne pourraient pas faire le saut dans l'immensité d'Internet. Il convient tout d'abord de noter qu'il existe déjà un réseau complexe de subventions aux médias: Il s'agit notamment de réductions pour la distribution postale et de la TVA, les subventions locales des particuliers et des pouvoirs publics, etc. Avec le paquet législatif, les subventions sont élargies et complétées par des avantages pour la distribution matinale et dominicale ainsi que pour favoriser les services de médias en ligne. Jusqu'à présent, seuls les journaux dont le tirage ne dépassait pas 40'000 exemplaires bénéficiaient de subventions. En raison de la nouvelle formulation des critères, la part du lion de 178 millions de francs alloués chaque année n'est pas destinée en premier lieu aux entreprises de médias en difficulté, comme le suggèrent les partisans du projet, mais en particulier à celles qui disposent de grandes structures.

Ce que l'on passe volontiers sous silence, car cela ne correspond pas à l'image romantique de la diversité de l'information, c'est la concentration croissante du marché entre quelques conglomérats

médiatiques. Les informations régionales sont les victimes préférées de leurs programmes d'épuration. En outre, il est difficile de comprendre, du point de vue d'une politique de concurrence, pourquoi les médias gratuits ont été exclus des subventions.

## Le marché des médias libre fonctionne si seulement on le laisse faire

Nous consommons des informations différemment qu'auparavant. Dans les médias en ligne, les offres poussent comme des champignons. Sans aucune aumône de l'État. Le marché de l'information plus ou moins libre fonctionne. Ce marché a-t-il des faiblesses? Bien sûr, comme tous les autres. Les informations sont-elles de qualité moindre? C'est possible, mais certainement pas toutes. Voulons-nous la censure? Non. Refusons le soutien coûteux des médias, même si cela devait être une balle dans le pied pour les médias de ce pays. Arrêtons ce processus inquiétant pour la démocratie en votant NON le 13 février.

Marcel Wittwer, vice-président UDF  
Canton de Thurgovie

L'UDF dit 3 x non et 1 x oui aux votations du 13 février

## Prises de position de l'UDF

En raison de la situation due au coronavirus, qui lie les grands rassemblements politiques à la règle des 2G, l'UDF Suisse a une nouvelle fois pris position en ligne quant aux objets de la prochaine votation populaire fédérale. 73 délégués y ont participé et ont pris des décisions claires.

L'UDF Suisse émet les recommandations de vote suivantes pour la votation fédérale du 13 février 2022:

- Initiative populaire «Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine»: **NON**  
(67 voix contre et 6 voix pour)
- Initiative populaire «Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac»: **OUI**  
(57 voix pour, 14 voix contre et 2 abstentions)

- Modification de la loi fédérale sur les droits de timbre (LT): **NON**  
(42 voix contre, 29 voix pour et 2 abstentions)
- Loi fédérale sur un train de mesures en faveur des médias: **NON**  
(72 voix contre, 0 voix pour et 1 abstention)



# Une inclusion qui exclut

## Qu'un mot à la mode?

C'est le nouveau mot à la mode. On le retrouve partout, dans les médias, dans les documents officiels: l'inclusion, l'écriture inclusive. Que vous le vouliez ou non, on vous l'impose. Ce n'est pas votre choix? Tant pis! Acceptez-le, car vous n'avez pas d'alternative.

La définition de ce mot est «ajouter quelque chose à autre chose». Mais à y regarder de plus près, nous pouvons constater que le résultat de tout cela, c'est avant tout des exclusions.

## Le reniement des différences

Ce mot reflète une idéologie qui veut supprimer nos différences, nos spécificités.

Le féminisme combattant voulait anéantir le rôle prépondérant du masculin sur le féminin. Mais au final, c'est à la fois le féminin et le masculin qui dis-

paraissent.

Donc, aucun gagnant dans cette bataille, il n'y a que des perdants: perte des repères, perte d'identités, perte des valeurs.

## Le règne de la confusion

La confusion la plus grande règne sur notre civilisation complètement déboussolée. N'importe quelle idée la plus saugrenue s'édicte en loi, tant qu'elle caresse, dans le sens du poil, le tout puissant lobby LGBTQ. Foutaise, cette soi-disant quintessence de la reconnaissance identitaire!

La différence fait partie intégralement de la nature, parce que c'est Dieu qui l'a voulue. Lutter contre ces différences, c'est vouloir annuler l'œuvre créatrice de Dieu.

## La Bible, seule valeur sûre

Quel mélange écœurant! Aujourd'hui, 'différence' veut dire injustice. Alain Peyrffitte écrira, «Quand on ne veut voir qu'une tête, il faut en couper beaucoup». Et des têtes, en ce moment, il ne cesse d'en tomber: le mariage, le père, l'identité du genre, le masculin, la famille, l'orthographe. Tous sacrifiés sur l'autel de la médiocrité, de l'ignorance, de l'absurde, de l'uniforme.

Oui, nous nous accrochons à nos valeurs, issues des Ecritures Saintes, car elles sont Paroles de Dieu, elles sont «Oui et Amen». Nous disons non à cette dictature autoproclamée, se prétendant unifiante et égalitaire, mais ignorant avec dédain toutes les autres pensées.

## OSONS DIRE NON

Nous ne voulons ce nouveau monde, ni pour nous, ni pour nos enfants. Ce qui se construit pour les générations futures, est pire que le «Meilleur des mondes» du visionnaire A. Huxley: tous pareils, tous standardisés, sous contrôle total.

## Mais, qui élèvera la voix?

Yeshoua a dit: «S'ils se taisent, les pierres crieront». Alors, chers amis, n'attendons pas que ce soit les pierres qui crient. Soyons ces pierres vivantes, de véritables disciples du Seigneur! Réagissons, manifestons ouvertement notre désapprobation. Sortons de notre réserve et affirmons par tous les moyens qui nous sont encore offerts, que cette Suisse défigurée n'est pas la Suisse.

Philippe Karoubi

## Pagina Ticinese

# Il DECS perde il pelo, ma non il vizio



Photo: pixabay

**Il 23 settembre 2018, il Popolo ticinese disse chiaramente NO alla «Scuola che verrà».**

**L'On. Bertoli non ha ancora accettato la sconfitta popolare e continua a tentare di far rientrare dalla finestra ciò che è stato buttato fuori dalla porta.**

L'impostazione del suo «nuovo» progetto fa della «parità di arrivo» per tutti, anziché della «parità di partenza» per tutti, il cardine del sistema della scuola dell'obbligo. Ciò comporterà, a lungo andare, un livellamento verso il basso della Scuola Media.

Gli sforzi individuali, il merito, la competitività, le diversità sono relativizzati a favore di esagerate pretese di uniformità ed inclusione.

Quel che continua a proporre il DECS è una riforma sociale più che una riforma scolastica.

**La proposta ora in discussione è quella di sostituire, solo in terza media, in matematica e tedesco, i livelli con i laboratori a classi dimezzate ed a gruppi eterogenei, senza, quindi, tener conto delle attitudini e delle capacità degli allievi.**

Al di là dei costi non indifferenti, il progetto ha già sollevato una marea di critiche, anche da parte dei docenti, sia di Scuola Media, sia del post obbligatorio.

Infatti, la proposta non tiene per niente conto dei pareri contrari espressi dagli esperti di matematica e del fatto che non risolverebbe nulla riguardo al «superamento» dei livelli, poiché in quarta media tali livelli rimarrebbero in vigore; non è neppure stata fatta una vera sperimentazione e non si è voluto nemmeno attendere una valutazione dell'efficacia dei laboratori in prima e seconda media.

Per attuare questo cambiamento in terza media il Governo chiede ora espressamente un credito al Gran Consiglio nell'ambito del Preventivo 2022 che discuteremo in gennaio, proprio contemporaneamente all'uscita di questo numero di EDU-Standpunkt.

Il nostro gruppo, nel rispetto della volontà popolare, si attiverà

per impedire la maggior spesa di Preventivo 2022 che attuerebbe una misura della defunta «Scuola che verrà».

Quando arriveranno proposte migliori, strutturali e complete per la Scuola Media ticinese ne discuteremo; adesso blocchiamo la proposta monca del DECS.

Edo Pellegrini,  
presidente UDF Ticino, deputato in  
Gran Consiglio

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

# Le calme avant la tempête

Depuis le changement de pouvoir à la mi-juin 2021 par le duo Bennett-Lapid, les temps sont plutôt calmes pour les standards israéliens. C'est d'autant plus surprenant que l'on accordait peu de crédit à ce cabinet fragile, composé de huit partis des plus divers.

Bien que Naftali Bennett ait totalement exclu la participation de la gauche et des Arabes au gouvernement avant les quatrièmes élections dans deux ans, ces derniers font désormais partie de son alliance de circonstance! Lui et Yaïr Lapid auraient ainsi versé pas moins de 53 milliards de shekels (plus de 15 milliards de francs) à Mansour Abbas pour l'inciter à soutenir le gouvernement! Bien que le parti arabe de Mansour, Ra'am, un mouvement islamique étroitement lié au Hamas, ne dispose que de quatre sièges au Parlement, il peut renverser le gouvernement à tout moment et à sa guise.

Un premier grand succès de politique intérieure pour le «gouvernement du changement» de Bennett-Lapid a été enregistré le 4 novembre 2021. Après trois ans, Israël a enfin un budget, et ce après des heures de débats et plusieurs votes intermédiaires. Le nouveau gouvernement nourrit également des ambitions pour le Golan, où la population devrait doubler d'ici la fin des années 20. En mars 2019, Donald Trump, alors président des États-Unis, avait reconnu la souveraineté d'Israël sur le Golan.



Photo: Adobe Stock

Joe Biden, qui n'a certes pas retiré cette reconnaissance à ce jour, n'est toutefois plus considéré comme un partenaire fiable, au moins depuis le retrait désastreux d'Afghanistan. De plus, sa vice-présidente Kamala Harris, bien que mariée à un Juif, ne se montre pas vraiment favorable à Israël et une aile progressiste de gauche du parti démocrate a pour la première fois empêché l'octroi d'une aide financière au système de défense antimissile Iron Dome d'Israël au Congrès. Dans un jugement séparé de la Chambre des représentants ces aides ont tout de même été approuvées quelques jours plus tard.

## Contre Israël - La Suisse participe

Suite aux tirs de roquettes meurtriers du Hamas islamique radical en mai dernier, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui s'acharne depuis sa création sur Israël, veut évaluer les relations d'Israël avec les Palestiniens. Une commission composée, entre autres, de représentants de la Chine, de la Russie, de la Mauritanie, de la Libye ou de l'Érythrée est censée analyser chaque année l'armée d'Israël.

Le Hamas, en tant que véritable agresseur, n'est même pas mentionné, et encore moins examiné à la loupe. Malheureusement, notre président de la Confédération, Ignazio Cassis, ministre des Affaires étrangères, a lui aussi donné son accord sous la prémisses «la Suisse s'est engagée pour un financement approprié du domaine des droits de l'homme de l'ONU».

## Vraie ou fausse paix?

Dans l'ombre de la crise mondiale du coronavirus, il s'est passé quelque chose d'étonnant en 2020, dans les derniers mois de l'ère Netanyahu. Les Émirats arabes unis (EAU) et Bahreïn ont fait la paix avec Israël! Le Maroc et le Soudan ont entamé un processus de normalisation et Oman et la Mauritanie devraient suivre prochainement. L'accord dit d'Abraham est le premier traité de paix depuis 1994 (Jordanie) et 1979 (Égypte). Les nouvelles conditions apportent en premier lieu des opportunités économiques, mais sont également pertinentes en termes de sécurité politique. L'ennemi commun chiite, l'Iran, représente la plus grande menace pour les Arabes sunnites et en particulier pour Israël. L'Iran dispose d'un arsenal de missiles balistiques des plus importants, dont 140 000 ont été déployés par son bras armé, le Hezbollah, à la frontière nord d'Israël avec le Liban.

Malgré des confinements rigides et des interdictions d'entrée, Israël, pays modèle en matière de vaccination, continue de lutter contre l'invisible coronavirus. Suite à l'augmentation rapide du nombre d'infections par Omicron, Israël ne se contente pas de faire du rappel, mais administre déjà la quatrième dose de vaccin aux personnes de plus de 60 ans. De toutes les menaces, celle du Covid semble être la plus difficile à combattre.

Eveline Rytz

L'UDF dans votre canton

## Contactez-nous!

Pour en savoir plus sur l'UDF, adressez-vous à la section de votre canton:

### UDF Jura bernois

Président: Marc Früh  
Rte de Diesse 34  
2516 Lamboing  
032 315 24 10  
fruh2516@bluewin.ch

### UDF Fribourg

Vice-président: Yvan Thévoz  
Rte de Dompierre 6  
1773 Russy  
079 731 66 12  
ivan.thevoz@arbothevoz.ch

### UDF Genève

Président: Jean-Luc Ruffieux  
1246 Corsier, 079 424 82 41  
jlsruffieux@bluewin.ch

### UDF Jura

Président: Christian Rohr  
Rte du Prieuré 22  
2924 Montignez  
032 475 60 91

### UDF Neuchâtel

Président a.i.: Raymond Morel  
024 425 93 35

### UDF Vaud

Président: Raymond Morel  
Rue du Théâtre 2  
1404 Cuarny  
024 425 93 35  
president.vd@udf-suisse.ch

### UDF Ticino

Présidente: Edo Pellegrini  
Via Piotti 1, 6833 Vacallo  
091 683 78 38  
edo.pellegrini@udf-ticino.ch

## Impressum

Impulsion est une publication de l'Union Démocratique Fédérale, parti politique suisse.

**Éditeur:** UDF, CP 43  
3602 Thoune

**Correspondance:** Impulsion,  
Case postale 43  
3602 Thoune  
033 222 36 37  
info@udf-suisse.ch  
www.udf-suisse.ch  
CCP 10-19007-8 / IBAN:  
CH76 0900 0000 1001  
9007 8

**Rédaction:** Walter Muller,  
Philippe Karoubi,

**Layout:** Harold Salzmann  
UDF Suisse, Thoune

**Impression:** Jordi SA, Belp  
**Tirage:** 2650 ex.  
© UDF Suisse

Jésus leur dit:

Tous ceux que le Père me  
donne viendront à moi et je ne  
mettrai pas dehors celui qui  
vient à moi.

Jean 6.37



LIBERTÉ  
ET  
PATRIE

## ÉLECTIONS VAUDOISES

A tous nos chers lecteurs,  
à tous les sympathisants de l'UDF

Vous avez compris l'urgence d'apporter à notre canton un nou-  
vel élan de vérité et d'honnêteté, afin de faire front commun  
contre la destruction de nos chères institutions.

Pour cela, nos candidats ont besoin de vous, maintenant: besoin  
de vos prières et de vos dons. OSEZ investir un peu de votre  
argent dans le royaume de Dieu! C'est le meilleur placement  
que vous pouvez faire. Et en sus, il est même déductible de vos  
impôts.

Que le Seigneur bénisse votre générosité.

Vos candidats UDF au grand conseil.

CH12 8044 7000 0051 7630 1

(Banque Raiffeisen, 1860 Aigle, CCP 18-226-3)



cherche un/une

### Responsable du bureau romand (60-100%)

Intéressé(e)? Nous nous réjouissons  
de recevoir votre candidature en ligne  
[www.missionlepre.ch/emploi](http://www.missionlepre.ch/emploi)



**Mission Lèpre**  
Suisse  
*Restaure la vie des plus démunis*

[www.missionlepre.ch](http://www.missionlepre.ch)

**Spycher-Handwerk AG**  
Huttwil



[www.chameau.ch](http://www.chameau.ch)

## Agenda

Assemblée des délégués: Samedi 2 avril, le matin  
à Illnau ZH

Assemblée générale: Samedi 2 avril, l'après-midi  
à Illnau ZH

Réunion de prière: les derniers lundis du mois de 20h à  
21h sur les sujets politiques chez Raymond Morel, rue  
du Théâtre 2, Cuarny.

Prière UDF-Genève: les derniers vendredi du mois à  
19h45 renseignements au 079 424 82 41

[www.udf-suisse.ch](http://www.udf-suisse.ch)

**HINE ADON**  
HOTEL  
APARTHOTEL  
[HINEADON.COM](http://HINEADON.COM)

Mission  
Aviation  
Fellowship



[maf-suisse.ch](http://maf-suisse.ch)

**TB** TRANSPARENT  
BROKER  
fair-trauen | fair-netzen | fair-sichern

Êtes-vous assurés équitablement?  
[www.TransparentBroker.ch](http://www.TransparentBroker.ch)

DES NAVIRES-  
HÔPITAUX POUR  
LES PLUS DÉMUNIS

Vous pouvez  
aider!

[www.mercyships.ch](http://www.mercyships.ch)



**FERIEN & SEMINARE**

[www.cvjm-zentrum.ch](http://www.cvjm-zentrum.ch)

### À vendre

Medjoul-Dates d'Israel,  
nouvelle récolte  
5 kilos CHF 80.- plus af-  
franchissement et emballage  
à commander chez Peter  
Bonsack, Kallnach  
Tél. 079 607 12 07

Faites un don avec  
**TWINT!**



Scannez le code QR avec  
l'app TWINT



Confirmez le montant et  
le don

